Février 2024

CCI Observatoires # 31

Normandie

Baromètre des affaires

En bref

Le ralentissement de l'activité se poursuit, des perspectives prudentes pour 2024

ÉCONOMIE

L'activité économique de nouveau ralentie en Normandie au 2e semestre 2023 dans un contexte **inflationniste.**

DIRIGEANTS

57 % des dirigeants normands sont confiants pour le 1er semestre 2024 (- 6 points en 6 mois) .

Le manque de visibilité en l'avenir regagne du terrain (+ 9 points).

ACTIVITÉ

L'activité est impactée par la baisse de la demande.

La construction et l'industrie résistent mieux. La situation reste **dégradée dans le commerce. Une situation comparable** au semestre précédent pour **les services.**

IMPLANTATION / ZAN

30 % des dirigeants ayant eu des projets de création ou d'extension ont dû y **renoncer faute de lieu d'implantation disponible ou adapté.**

DIFFICULTÉS

Des marges et des niveaux de trésorerie toujours sous pression au 1er semestre 2024.

Les principales préoccupations des chefs d'entreprise :

1. **hausse du côut le l'énergie**
2. **hausse des prix des matières premières**
3. **baisse de la demande ou de la fréquentation**

CCI NORMANDIE

2E SEMESTRE 2023

BILAN DU 2E SEMESTRE 2023

L'économie normande se maintient au 2e semestre 2023

Dans un contexte inflationniste qui persiste, l'activité économique continue de ralentir avec une croissance atone en fin d'année, même si certains indicateurs de performance montrent des signes d'amélioration.

Pressentie à la fin du 1er semestre 2023, les chefs d'entreprise normands annoncent des résultats en demi-teinte dans un contexte persistant d'inflation. Le solde d'opinions lié au bilan global demeure déficitaire mais gagne 2 points par rapport au semestre dernier.

27 % des dirigeants déclarent un meilleur développement de leur activité, soit un gain de 2 points par rapport au semestre précédent 1. Si 39 % des chefs d'entreprise interrogés déclarent des résultats comparables (- 2 points), plus d'un dirigeant sur trois témoignent d'une dégradation de son activité. Cette dernière part reste identique au 1er semestre 2023.

Hormis pour les secteurs de l'industrie et la construction, les dirigeants normands établissent un constat dans la continuité du 1er semestre 2023. Particulièrement touchés par la baisse du pouvoir d'achat des ménages liée à la hausse des prix, la situation demeure compliquée pour les commerçants. En effet, plus de 4 commerçants sur 10 dressent une nouvelle fois un bilan « moins bon » 2. Le secteur des services dresse le même constat où le bilan global est identique au 1er semestre 2023. A l'inverse, le solde d'opinions redevient positif dans la construction qui gagne 7 points au 2e semestre 2023. 29 % des dirigeants du secteur dressent un meilleur bilan (+ 8 points), à contextualiser par les effets inflationnistes.

Même constat dans l'industrie qui semble enregistrer de meilleures performances. 37 % des dirigeants industriels déclarent un meilleur développement de l'activité soit une hausse de 12 points par rapport au 1er semestre 2023.

À RETENIR

34 %
des entreprises rencontrent des **difficultés de paiement par leurs clients**
(+ 2 points en 6 mois)

Graphique 1

Bilan global de l'activité du 2e semestre 2023

Source : Enquête « Baromètre des affaires » des CCI de Normandie

27 % meilleur (+ 2 pts)

39 % comparable (- 2 pts)

34 % moins bon (=)

CHIFFRES CLÉS

+ 0,9 %

C'est la **croissance du Produit Intérieur Brut** (PIB) français **en 2023**

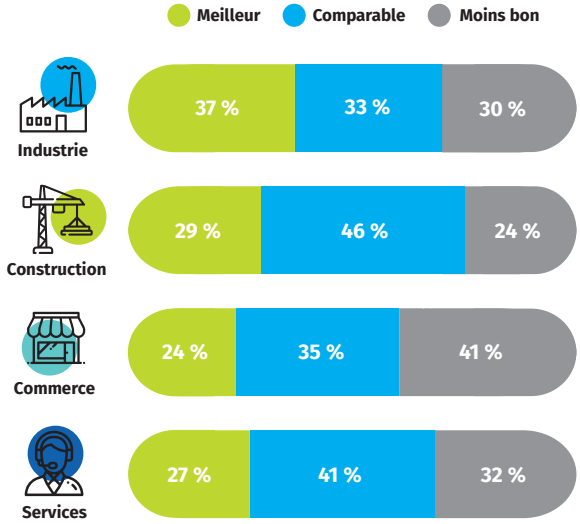
(après + 2,5 % en 2022)

Source : Insee

Graphique 2

Bilan global de l'activité selon le secteur d'activité au 2e semestre 2023

Source : Enquête « Baromètre des affaires » des CCI de Normandie



BILAN DU 2E SEMESTRE 2023

Le manque de dynamisme de la demande impacte les entreprises

Sous les effets inflationnistes et du recul de la demande, la pression sur les marges et la trésorerie reste une problématique pour les entreprises normandes.

Si l'inflation a ralenti au 2e semestre 2023, les conséquences sur la santé économique des entreprises restent toujours importantes même si quelques indicateurs de performance s'améliorent 3.

Le recul du niveau des carnets de commande et de la demande s'est amplifié au 2e semestre 2023. L'indicateur recule de 6 points et touche l'ensemble des secteurs. Sous l'effet d'une pression sur le pouvoir d'achat des ménages mais aussi d'un changement des comportements de consommation, le commerce est le secteur le plus impacté après les services.

Ce manque de dynamisme ne s'observe pas directement sur le chiffre d'affaires en retrait d'un point. Ce léger recul doit être apprécié en tenant compte des effets inflationnistes et de la hausse des tarifs pratiqués par certaines entreprises.

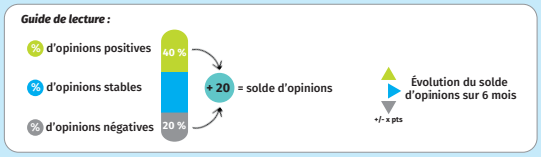
Même si le solde d'opinions relatif aux marges s'améliore légèrement de 6 points et concerne l'ensemble des secteurs d'activité, son niveau reste bas. En effet, plus d'un dirigeant sur trois déclare une baisse de sa rentabilité quand près de la moitié la juge stable.

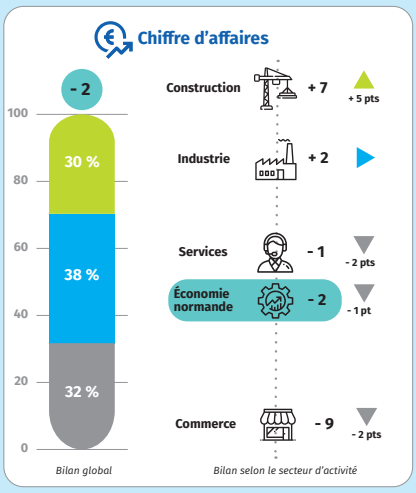
Du côté de la trésorerie, elle reste à un niveau bas mais globalement stable par rapport au semestre dernier. Cela s'explique par l'insuffisance de chiffre d'affaires mais aussi des délais de paiement ou les impayés. 34 % des dirigeants rencontrent des difficultés pour être payé dans les temps par leurs clients (+ 2 points).

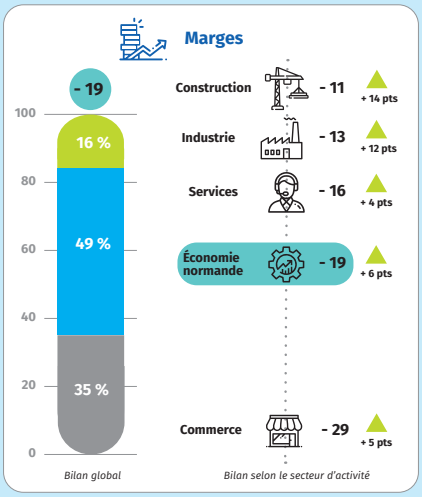
Graphique 3

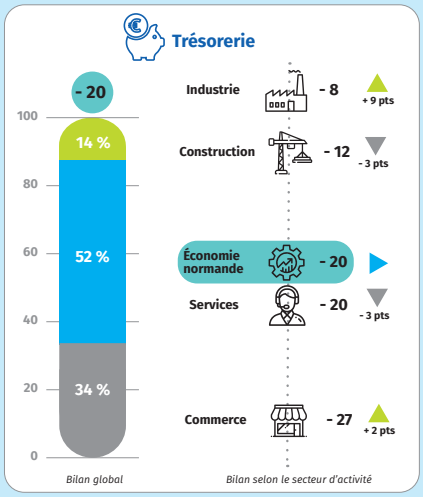
Soldes d'opinions des indicateurs de performance au 2e semestre 2023

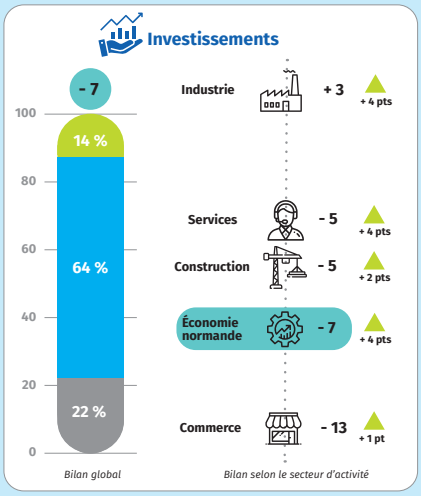
Source : Enquête « Baromètre des affaires » des CCI de Normandie

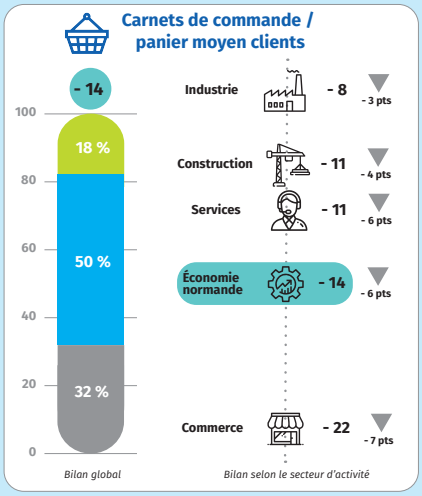


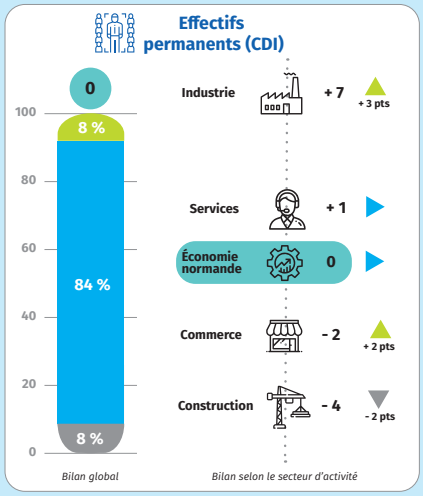












PERSPECTIVES POUR LE 1ER SEMESTRE 2024

Si l'optimisme domine, l'incertitude regagne du terrain

Dans un contexte de recul de l'inflation, l'activité économique devrait redémarrer lentement au 1er semestre 2024.

Selon les projections de la Banque de France, l'activité resterait ralentie en 2024 avant de se raffermir en 2025. En 2024, la croissance serait davantage tirée par la consommation des ménages, sous l'effet du repli de l'inflation, bénéfique au pouvoir d'achat et la baisse du taux d'épargne.

Interrogés en janvier 2024, dans un contexte de détérioration de la confiance dans la situation économique générale, d'un remaniement ministériel et du début du mouvement social des agriculteurs, les dirigeants se montrent très prudents quant aux perspectives de leur activité pour 2024.

En effet, l'accumulation de ces évènements conjugués à l'inflation se répercute sur le niveau de confiance en l'avenir. Le solde d'opinions global est en retrait de 3 points par rapport au semestre dernier. Même si l'optimisme prédomine et est affiché pour 57 % des dirigeants normands, cette part recule de 6 points (4). C'est surtout le manque de visibilité en l'avenir qui redevient important et qui augmente de 9 points. Près d'un dirigeant sur cinq déclare n'avoir aucune visibilité sur le 1e semestre 2024, soit une part déjà mesurée à la suite du conflit Ukraine – Russie.

Cette tendance affecte l'ensemble des secteurs d'activité (5). Si le secteur de la construction affiche le plus haut niveau d'optimisme avec 65 % de dirigeants confiants, cette part recule de 8 points

À RETENIR

83 %
des dirigeants sont encore **plus attentifs à leurs charges**
(+ 4 points en 6 mois)

Graphique 4

Perspectives globales d'activité pour le 1er semestre 2024

Source : Enquête « Baromètre des affaires » des CCI de Normandie

57 % Confiants (- 6 pts)

19 % Pas de visibilité (+ 9 pts)

24 % Pessimistes (- 3 pts)

CHIFFRES CLÉS

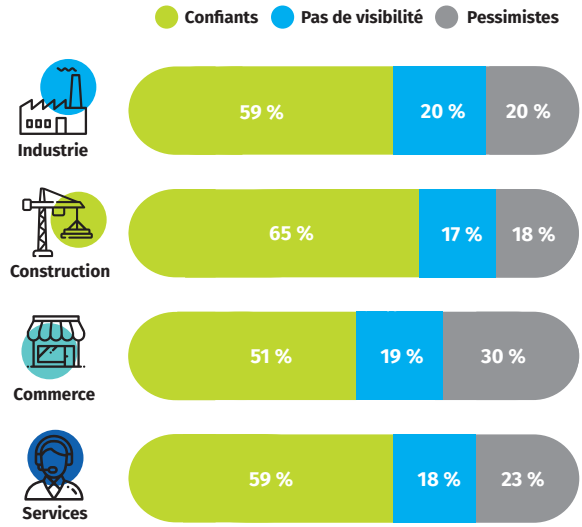
+ 2,5 %
c'est la **prévision d'inflation moyenne annuelle en 2024**
(après + 5,3 % en 2023)

Source : Banque de France

Graphique 5

Perspectives globales d'activité selon le secteur d'activité pour le 1er semestre 2024

Source : Enquête « Baromètre des affaires » des CCI de Normandie



PERSPECTIVES POUR LE 1ER SEMESTRE 2024

Des prévisions à 6 mois jugées prudentes et contrastées

Par manque de visibilité en l'avenir, les dirigeants normands témoignent de difficultés à se projeter sur le 1er semestre 2024.

La prudence est de mise sur les prévisions de chiffre d'affaires. En effet, la plus grande part des entreprises (40 %) s'attend à une stabilité de son activité. Seuls 19 % des dirigeants misent sur une hausse du chiffre d'affaires tandis que 29 % l'anticipent en baisse 6. Le solde d'opinions chute de 6 points par rapport au semestre précédent et concerne l'ensemble des secteurs d'activité.

Les incertitudes face à l'évolution de la demande considérée comme équivalente au semestre dernier, se traduisent dans ces prévisions d'activité. Le développement commercial au sens large, à savoir la recherche de nouveaux marchés, clients et export, est un enjeu important pour les dirigeants normands. 47 % d'entre eux le place comme un défi prioritaire à relever en 2024. Cette part s'élève à 59 % dans l'industrie, 53 % dans les services aux entreprises et 50 % dans le commerce de détail.

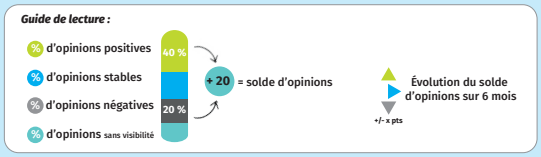
Mais le défi prioritaire pour les dirigeants normands reste celui de la rentabilité (maîtrise des coûts, maintien des marges...). 61 % des chefs d'entreprise l'identifient comme le principal enjeu et cela se traduit par des prévisions légèrement en hausse. Le solde d'opinions relatif aux marges gagne en moyenne 3 points et concerne l'ensemble des secteurs d'activité.

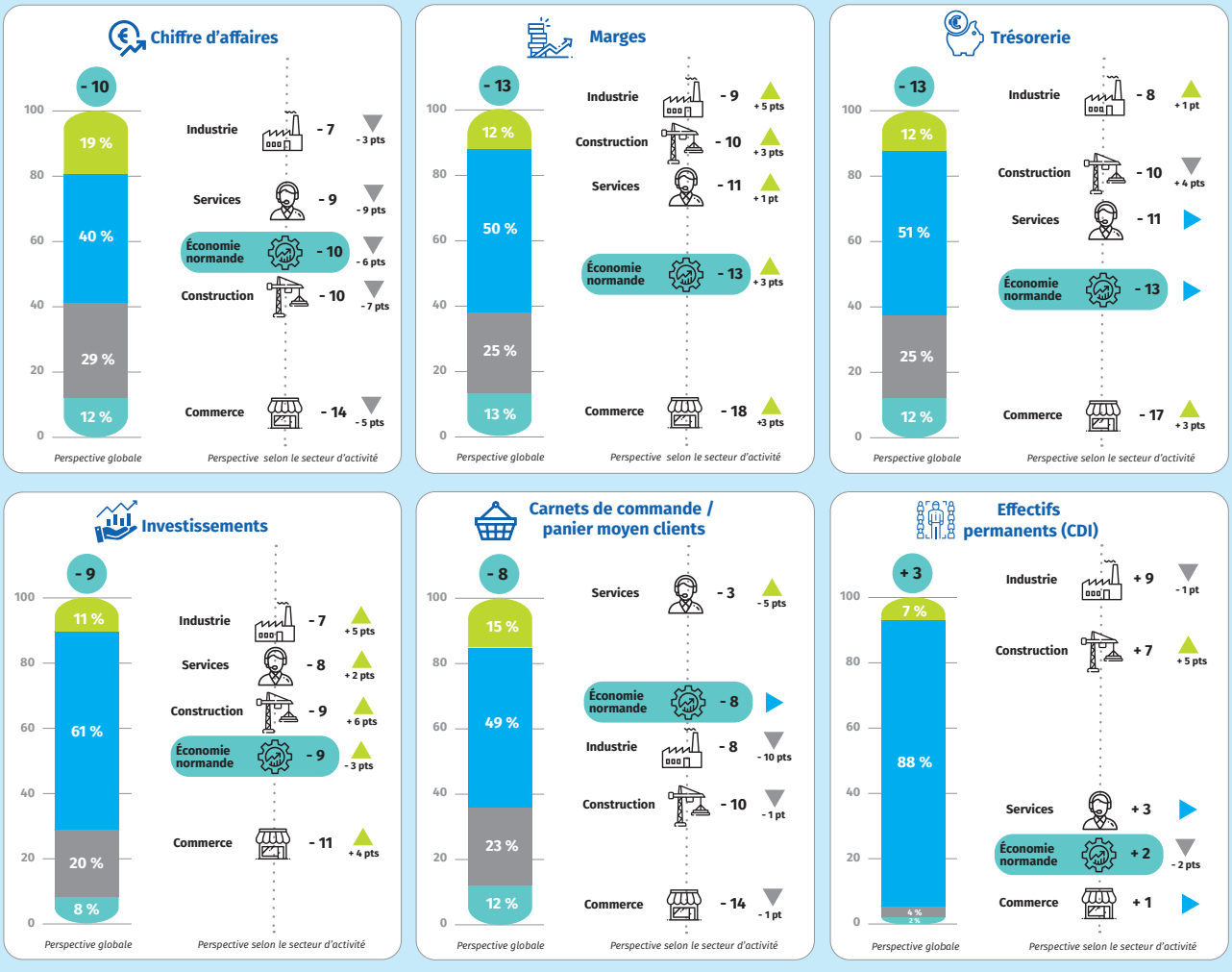
Ce léger gain de rentabilité a un impact sur les prévisions d'investissement légèrement en hausse dans l'ensemble des secteurs d'activité même si globalement, le niveau est jugé stable pour 6 dirigeants sur 10.

Graphique 6

Soldes d'opinions des indicateurs de performance au 1er semestre 2024

Source : Enquête « Baromètre des affaires » des CCI de Normandie





ACTUALITÉS

LES ENTREPRISES NORMANDES FACE À L'INFLATION

L'inflation baisse mais reste un frein important pour les entreprises

Même si l'inflation persiste, quelques freins au développement des entreprises se desserrent très légèrement pour le 2e semestre consécutif. Mais les inquiétudes suscitées par des perspectives de demande dégradée augmentent.

Interrogés chaque semestre sur les difficultés qui freinent le développement ou la pérennité des entreprises, les dirigeants normands dressent un nouveau bilan. Si les contraintes sont toujours présentes et restent à un niveau élevé, une légère dynamique de repli s'observe pour le 2e semestre consécutif.

Dans le cadre de la levée progressive du bouclier tarifaire et de l'augmentation du prix de l'électricité au 1er février, la question des coûts de l'énergie devrait demeurer au cœur des préoccupations des dirigeants. Sans surprise, elle devient la première source de difficulté pour 41 % des dirigeants (- 3 points) 7.

La hausse du prix des matières premières devient la deuxième source de préoccupation, touchant 35 % des chefs d'entreprise (-10 points). La construction et l'industrie demeurent les secteurs les plus impactés par cette problématique (40 %).

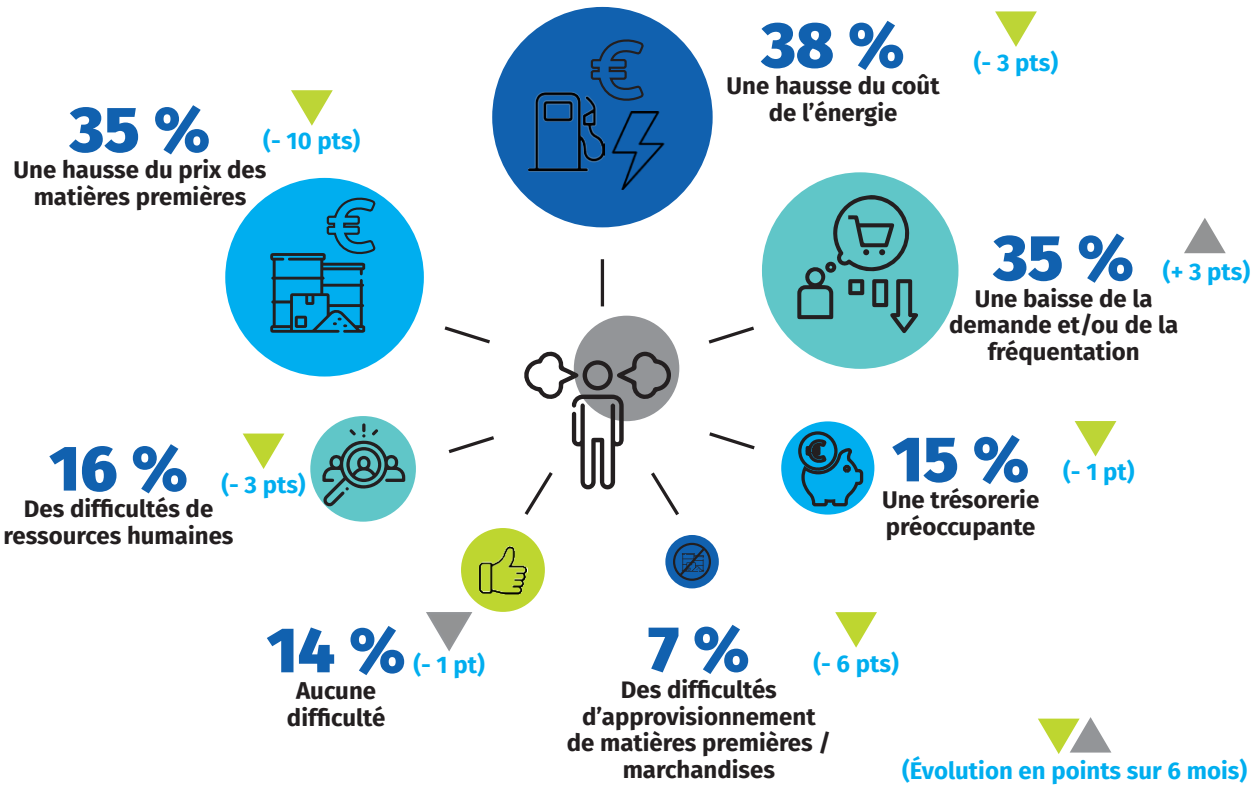
En revanche, comme vu précédemment, la part de dirigeants alertant d'une baisse de la demande et/ou de la fréquentation augmente de 3 points pour atteindre 35 %. Si ce frein concerne l'ensemble des secteurs, il est plus élevé dans le commerce et les services de proximité.

Si les autres difficultés rencontrées restent dans des proportions équivalentes au semestre dernier, il faut noter que les difficultés d'approvisionnement de matières premières et de marchandises s'amenuisent davantage. Globalement, 7 % des dirigeants font face encore à quelques difficultés d'approvisionnement (- 6 points). L'industrie et le commerce sont plus impactés pour respectivement, 12 % et 11 % des dirigeants.

Graphique 7

Quelles difficultés pourraient freiner le développement ou la pérennité des entreprises normandes ?

Réponses multiples - Source : Enquête « Baromètre des affaires » des CCI de Normandie



ZOOM SUR L'OBJECTIF DE ZÉRO ARTIFICIALISATION NETTE (ZAN) DES SOLS

Une connaissance nuancée du ZAN chez les dirigeants normands

Les mesures liées aux objectifs de ZAN vont avoir un impact sur le développement économique des territoires et sur le cycle de vie des entreprises. Il devient urgent d'optimiser l'utilisation du foncier nécessaire pour l'implantation ou le développement.

L'OBJECTIF DE ZAN :

Porté par la loi « Climat et résilience » de 2021, l'objectif de Zéro Artificialisation Nette (ZAN) des sols, s'inscrit dans la lutte contre le dérèglement climatique et vise à ralentir et à compenser l'artificialisation d'espaces.

Cet objectif amène les territoires à repenser leurs modèles et stratégies de développement urbain à travers le prisme de la sobriété foncière.

La loi fixe l'objectif de réduire de 50 % d'ici à 2030 le rythme d'artificialisation et de consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers. A l'horizon 2050, l'artificialisation de nouveaux espaces sera conditionnée à une renaturation à proportion égale d'espaces artificialisés.

Les entreprises peuvent être impactées dans leurs projets, notamment parce que le foncier économique demeure essentiel pour leur développement. A l'instar de la moyenne nationale*, 89 % des chefs d'entreprise normands interrogés sont satisfaits de leur implantation (emplacement, local, terrain). Ce taux de satisfaction oscille entre 84 % dans l'industrie à 93 % pour certaines activités commerciales.

Parmi les dirigeants ayant déjà eu un projet de création ou d'extension (20 % du panel), un tiers a pu le mener à terme sans rencontrer de difficultés pour trouver un local ou un terrain pour l'implanter. 36 % ont été contraints de retarder leur projet tandis que 30 % ont dû y renoncer totalement. La raréfaction du foncier disponible ainsi que les difficultés d'accès à l'immobilier (montant des loyers, manque de locaux adaptés, réglementations...) peuvent complexifier les projets d'implantation ou de développement des entreprises.

** La grande consultation des entrepreneurs – Sondage OpinionWay pour CCI France / La Tribune / LCI – Novembre 2023*

À RETENIR

30 % des dirigeants ayant eu un **nouveau projet d'implantation** ont dû y **renoncer faute de local ou de terrain disponible ou adapté**

Graphique 8

Avez-vous suffisamment d'information concernant la mise en oeuvre de l'objectif de ZAN dans le territoire où votre entreprise est implantée ?

Source : Enquête « Baromètre des affaires » des CCI de Normandie

83% Ne connaissent pas l'objectif ZAN

8 % Ne connaissent pas suffisamment l'objectif ZAN

9 % Connaissent suffisamment l'objectif ZAN

Bien que le ZAN soit un sujet majeur dans l'actualité du monde économique ces derniers mois, 83 % des chefs d'entreprise normands ne savent pas ce qu'est le ZAN, soit 14 points de plus que la moyenne nationale* 8.

Davantage susceptibles de faire face à des problématiques de foncier, certains secteurs d'activité ont davantage d'informations concernant la mise en œuvre du ZAN. Cela concerne 26 % des industriels, 25 % des services aux entreprises (dont logistique) et 17 % dans le commerce de gros. Aussi, une meilleure connaissance des objectifs de ZAN est liée à la taille des entreprises.

Après information sur les enjeux du ZAN et au-delà des effets sur leurs entreprises, 82 % des dirigeants normands sont favorables à cette objectif (87 % au niveau national*).

Les chefs d'entreprise sont conscients qu'il est nécessaire d'optimiser l'utilisation du foncier en ne consommant que ce qui est nécessaire pour l'implantation ou le développement des entreprises, au plus juste des besoins sans les sous-évaluer.

** La grande consultation des entrepreneurs – Sondage OpinionWay pour CCI France / La Tribune / LCI – Novembre 2023*

JE M'ENRICHIS EN PARTAGEANT

PLATO

En place depuis plus de 20 ans sur tout le territoire normand, PLATO est le réseau qui rassemble annuellement 200 à 250 dirigeants de PME et ETI normandes, et leurs proches collaborateurs, autour de rencontres qui favorisent le partage d'expérience et de compétences.

#Partage #Compétences

www.normandie.cci.fr

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

Baromètre des affaires

#31 | **Février 2024**

CCI Observatoires

Publication économique
de CCI Normandie
ISSN : 2427-5360

Directeur de la publication :
Gilles Treuil

Une réalisation du
Pôle Projets Innovants,
Financements et Territoires

T 02 35 88 38 11
pift@normandie.cci.fr

Traitement des données,
rédaction et mise en page :
Frédérik Allais

CCI Normandie
4 passage de la luciline
76000 ROUEN

Note méthodologique

Recueil des données : enquête téléphonique réalisée entre le 08 et le 25 janvier 2024 par la société PRESTANCE

Taille de l'échantillon : 2 390 dirigeants d'établissement normands *(degré de certitude : 95 % - marge d'erreur : +/- 4 %)*

Représentativité par secteur géographique, secteur d'activité et tranche d'effectif *(moins de 10 salariés, entre 10 et 49 salariés, 50 salariés et plus)*

Normandinamik

cci-normandie

CCINormandie

CCI NORMANDIE

normandie.cci.fr